

EN FAVEUR

DE QUOI NOUS

BATTONS-NOUS ?

Nous sommes des centaines de millions de syndiqués dans le monde. Partageons-nous une vision commune ?

enquête

Texte :
Walton Pantland

1

En août 2019, les travailleurs de Harland and Wolff à Belfast, en Irlande du Nord, ont occupé le chantier naval où le Titanic a été construit. Le propriétaire était ruiné ; le gouvernement britannique a refusé d'intervenir pour sauver le chantier naval. Il a été menacé de fermeture.

Les travailleurs ont occupé leur lieu de travail pour exiger la sauvegarde du chantier et ont construit des plates-formes destinées aux parcs éoliens offshore et aux installations marémotrices. Ils ont défendu leurs emplois et leur patrimoine industriel, mais se sont également tournés vers l'avenir. Ce qui manquait, c'était un plan exhaustif vers une transition juste – un nouvel accord vert - pour sauver leur chantier et créer des emplois verts.

Après neuf semaines d'occupation, le chantier a été sauvé lorsqu'un acheteur a été annoncé en octobre.

170 millions d'adhérents syndicaux de par le monde sont affiliés à la Confédération syndicale internationale (CSI). Il y a également des internationales concurrentes, comme la Fédération syndicale mondiale (FSM) et de petites organisations qui n'appartiennent pas à des fédérations. Au total, des centaines de millions de travailleurs et travailleuses sont affiliés à un syndicat ou à une organisation équivalente sur leur lieu de travail. **Ceci fait du syndicalisme le plus grand mouvement démocratique participatif au monde.** Ces syndicats défendent les droits au travail, négocient les rémunérations et les conditions d'emploi et développent des relations avec les partis politiques, les gouvernements et les entreprises.

Existe-t-il un fil commun qui nous unit tous ?

Tous pareils, mais tous différents

D'un pays à l'autre, les systèmes de relations sociales sont différents. L'Europe continentale favorise le dialogue social, avec des Conseils d'entreprise et des sièges pour les travailleurs dans les directoires des entreprises. Au sein de ces modèles aux pouvoirs équilibrés, les conditions d'emploi des travailleurs et travailleuses sont liées au succès de l'entreprise, du secteur industriel dans son ensemble, de l'économie nationale ainsi qu'à un environnement commercial international en bonne santé.

Le modèle anglo-saxon tend à être davantage fondé sur une opposition des parties, se résumant parfois à un jeu à somme nulle : ce qui est bon pour les travailleurs est considéré comme mauvais pour l'entreprise et vice-versa et dans les médias, les syndicats sont présentés comme des saboteurs néfastes au bien public qui conspirent pour protéger des privilèges.

D'un point de vue politique, les syndicats occidentaux soutiennent généralement la social-démocratie et sont étroitement alignés sur les partis de centre gauche qui promeuvent le dialogue social.

Pour les syndicats de l'hémisphère sud, l'anti-impérialisme est souvent un trait marquant des politiques syndicales, avec des appels à soutenir le capital local contre les exploités étrangers. Certains syndicats en Turquie et dans d'autres pays, sont explicitement nationalistes. En Inde, en Afrique et en Amérique latine, les syndicats ont parfois recours à la rhétorique marxiste-léniniste dans leur critique du capital.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des syndicats comme notre affilié SNATEGS sont engagés dans des luttes fondamentales pour des droits élémentaires comme la liberté d'association.

Et bien sûr, la main-d'œuvre la plus nombreuse du monde, en Chine, ne compte pas du tout de syndicats libres.

Au-delà de ces différences de vocabulaire et de style politique, les syndicats se battent-ils pour la même chose au plan mondial ?

La première grève reconnue dans l'histoire de l'humanité est celle des artisans qui construisaient un complexe funéraire pour Ramsès III à Deir el-Médineh en 1128 avant notre ère. **Depuis lors, les travailleurs et travailleuses ont mené des actions collectives en de nombreuses occasions, généralement autour des mêmes problématiques : salaire vital, temps de travail, santé et sécurité, dignité et sécurité d'emploi.**



2

Depuis les tailleurs de pierre de l'Égypte antique jusqu'aux travailleurs des plateformes numériques des méga-cités d'aujourd'hui, la lutte est essentiellement la même : gagner suffisamment pour vivre, avoir du temps libre, un revenu fiable et ne pas avoir un emploi précaire. Mais nous vivons des temps intéressants : en fonction de l'ensemble de crises auquel le monde est confronté à l'heure actuelle, comment donner un cadre à ces revendications et leur accorder une place dans une voie à tracer vers l'avenir ?

Guerre psychologique

Ouvrez n'importe quel journal ou flux de média social et vous serez sans doute au désespoir. Le monde avance tel un somnambule dans une crise aux multiples facettes. **Pour les travailleurs, il y a une crise mondiale de l'emploi, 60% d'entre eux évoluant dans l'économie informelle.** Ce

phénomène devrait croître à mesure que s'étend l'automatisation. **Il y a une crise des salaires dans pratiquement tous les secteurs,** une majorité des familles étant sur le fil du rasoir, la catastrophe les guettant au prochain revers. Nous connaissons une économie stagnante, des menaces de guerre entre les États-Unis et l'Iran et une guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Un Brexit sans accord, le Royaume-Uni quittant l'UE sans conclure d'accord, pourrait conduire à la perte de 700.000 emplois en Europe.

Ensuite, nous avons la **crise du climat : des mesures urgentes sont nécessaires maintenant,** dès aujourd'hui, pour éviter la catastrophe, mais l'Amazonie est en flamme et le dirigeant du plus puissant pays du monde est négationniste climatique.

Il y a une crise du multilatéralisme, les dirigeants du monde n'ayant aucune ambition à trouver des solutions collectives. Les programmes d'ajustements structurels du FMI ont déchiré le contrat social et la désindustrialisation et l'austérité détricotent les avancées de la social-démocratie.

La vie des gens est en péril et les perspectives sombres.

Le désespoir, toutefois, est une arme de la droite. Les gens qui ont perdu tout espoir, ou qui sont en colère, sont faciles à recruter au profit de politiques réactionnaires illogiques. La tâche qui incombe aux syndicats est de donner de l'espoir, une vision et un plan pour un avenir meilleur.

Alimenter le désespoir est une forme de guerre psychologique : certains intérêts en place veulent nous faire croire que toute résistance est vaine, que nous sommes impuissants, que nous n'avons aucun espoir de changer les choses. Des solutions crédibles, comme la Transition juste, le salaire vital ou la *Green New Deal*, sont ignorées ou tournées en ridicule dans les médias, alors que les foutaises de droite, comme l'austérité, y sont traitées comme l'évangile.

"Notre époque est faite de colère et le monde bouillonne. Mais nous sommes disciplinés. Nous ne nous laissons pas distraire par chaque crise," indique Sharan Burrow, Secrétaire générale de la CSI.

"Je suis optimiste pour le mouvement syndical, qui a toujours été aux avant-postes et peut maintenant prendre la direction des opérations."

La tâche qui incombe aux syndicats est de donner de l'espoir, une vision et un plan pour un avenir meilleur.

Dépasser les luttes défensives

Les syndicats ont souvent été considérés comme relevant du “luddisme rationnel”, la croyance justifiée que les évolutions dues aux nouvelles technologies menacent les emplois et les relations au niveau de la production. Cela n’a pas marché : depuis les origines des Luddites au 19e siècle, qui détruisaient les machines textiles, jusqu’à nos jours, nous n’avons jamais réussi à arrêter le progrès économique.

Notre espoir c’est de façonner le futur, pas de nous accrocher au passé. L’automatisation signifie que les postes qui sont faits de routines seront les premiers à être pris par les robots. La main-d’œuvre du futur sera hautement éduquée et évoluera aux côtés de robots sophistiqués. Le travail deviendra sans doute plus spécialisé et plus artisanal. **Nous avons besoin de syndicats qui puissent toucher ces spécialistes autant que les travailleurs précaires des plateformes numériques, qui se démènent entre de multiples applis et sont définis légalement comme des indépendants.**

Tout ce qui est sous les cieus est en chaos total ; la situation est excellente

Il existe une crise mondiale de la démocratie. Le succès du modèle chinois, une économie capitaliste sous contrôle autoritaire, suggère la fin du lien entre capitalisme et démocratie. Mais la démocratie, au mieux, n’a jamais fait que la moitié du chemin : tous les quatre ou cinq ans, on vote pour savoir qui va gérer le système économique, mais nous n’avons pas grand-chose à dire sur ce que le système met en péril. La démocratie s’arrête à la grille de l’entreprise et les besoins du capital définissent les priorités politiques.

C’est pourquoi les gens ont perdu leur foi en la démocratie parlementaire : elle n’améliore pas leur vie.

Un vieux proverbe chinois dit “tout ce qui est sous les cieus est en chaos total ; la situation est excellente.” Il voulait ainsi dire que le désordre et les bouleversements sont le meilleur moment pour amener un changement social et politique majeur. L’ordre politique et économique libéral s’écroule et la droite en tire avantage dans ce que Naomi Klein appelle “le capitalisme du désastre”, se servir du chaos pour imposer des changements politiques, comme la privatisation, qui seraient rejetés dans des périodes plus stables.

Au lieu de restaurer l’ordre libéral, nous pouvons aussi utiliser la rupture du système pour imposer un changement et apporter la démocratie également dans la vie économique. Il y a un espace à prendre dans l’espace politique pour des idées de justice, d’égalité, de dignité et de redistribution. Le monde est prêt pour des idées audacieuses pouvant faire face à l’inégalité, à la pauvreté et au changement climatique.



3

L’ordre économique mondial a été rompu par la crise financière. Les partis de centre droite, les grands instigateurs d’un État réduit, du modèle de l’économie de marché, se sont tournés vers les guerres culturelles et le populisme pour détourner la vindicte populaire de l’échec des politiques économiques.

Ils ont utilisé le nationalisme de droite, le racisme, l’homophobie, la misogynie, le négationnisme climatique et un tas d’autres bigoteries de manière très efficace : les classes laborieuses, qui ont vu leur niveau de vie s’effondrer au cours de la dernière décennie, se sont saisies de manière parfois irrationnelle des cibles qu’on leur présentait.

Une des forces du syndicalisme est qu’il développe des politiques progressistes pour des raisons pratiques plutôt qu’idéologiques. Au lieu de convaincre les travailleurs et travailleuses que le racisme et l’homophobie sont moralement injustifiables, nous montrons comment les employeurs nous divisent en nous montant les uns contre les autres.

Vous n’avez pas à aimer personnellement les travailleurs d’autres pays ou de religions et cultures différentes pour reconnaître qu’il est de votre intérêt de travailler ensemble. **Et lorsque nous commençons à travailler ensemble, nous bâtissons la confiance. La solidarité érode la bigoterie.**

Cela met proprement de côté la guerre culturelle que la droite utilise.

La droite est arrivée en bout de course et n’a nulle part où aller : elle a dû devenir de plus en plus extrême et radicale pour détourner la vindicte populaire, conduisant à des crises politiques existentielles aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs. Ces crises menacent la démocratie et l’économie mondiale ainsi que les richesses qu’elle a cherché à protéger.

C’est notre tour maintenant. Nous avons des idées pour contrecarrer les crises et nous devons les proclamer avec audace. **La meilleure façon**

de parvenir à la démocratie économique et industrielle est de donner un réel pouvoir aux syndicats. Si les syndicats pouvaient faire une différence matérielle substantielle dans la vie des gens, davantage de personnes nous rejoindraient et seraient actives.

Nous devons être audacieux. La crise politique et climatique à laquelle nous sommes confrontés est trop importante pour des changements timides et progressifs. Notre rôle n’est pas de promouvoir une vision singulière du futur et tenter de rallier les gens autour d’elle, mais de développer un processus qui permette aux gens de s’impliquer en imaginant, concevant et bâtissant un avenir meilleur tous ensemble.

Le mouvement syndical n’est pas fait pour être le théâtre d’une guerre civile idéologique entre des visions rivales. Notre fonction première est de rassembler les travailleurs et travailleuses. Mais amener ces débats au sein du mouvement syndical donne à nos membres le pouvoir de participer à l’élaboration des solutions.

Nous pouvons utiliser la rupture du système pour imposer un changement et apporter la démocratie dans la vie économique.

Développer une vision

En occident, un consensus politique se fait autour d’un social-démocratie proposé par des figures comme Bernie Sanders aux États-Unis et Jeremy Corbyn au Royaume-Uni. Certains proposent la propriété publique des ressources essentielles,

l'investissement de l'État dans le développement économique ainsi qu'un accès libre aux soins de santé et à l'éducation, entre autres, par le biais de taxes prélevées auprès des nantis.

C'est un hybride capitaliste-socialiste qui considère le capitalisme comme l'énergie nucléaire : puissante mais dangereuse, nécessitant des garde-fous pour l'empêcher de faire voler en éclats l'économie mondiale et de détruire la planète.

Que nous soyons d'accord ou pas avec cette vision, elle est très utile, car elle offre une alternative au discours néolibéral qui domine depuis 1994. Le capitalisme démocratique a échoué. La vision social-démocrate continue à se développer. Les syndicats doivent orienter le débat. Nombre sont ceux qui ont déjà commencé, tel notre affilié australien, le CFMEU, avec son rapport "Goodbye Neoliberalism".

Il existe de nombreuses idées radicales par rapport à l'avenir qui méritent qu'on s'y attarde. Des contraintes d'espace nous limitent à un rapide tour d'horizon : vers l'une qui n'est pas réellement alignée sur le mouvement syndical et deux qui le sont.

Revenu de base

La notion de revenu de base présente une variante de l'économie keynésienne qui a reçu beaucoup d'attention ces dernières années et des expériences à l'échelle de villes ont suscité une attention significative de la part des médias. Cela vise à stimuler l'économie et gérer les pertes d'emploi en procurant à chacun une somme d'argent garantie, de quoi vivre, sans la nécessité de travailler.

Les syndicats sont réticents à cette idée, parce qu'elle brise le lien entre travail et revenu et qu'elle enlève de l'équation le travail en tant que source du pouvoir des travailleurs. Elle risque de rendre une grande partie de la population politiquement impuissante, bénéficiaire de fonds dont elle dépend sans avoir d'influence sur la production.

Une autre objection est que cela revient à un large subsidie public pour le secteur privé : au lieu de donner de l'argent aux gens pour acheter des biens au prix du marché, pourquoi ne pas utiliser ces fonds pour rendre gratuites des choses comme l'éducation, la santé et le transport public ?

Les Objectifs de développement durable de l'ONU

Les Objectifs de développement durable sont une tentative multilatérale visant à construire un monde meilleur d'ici à 2030. Ce plan vise à mettre un terme à la pauvreté, à réduire les inégalités, à promouvoir l'égalité des genres et à répondre au changement climatique, entre autres. Tous les États membres de l'ONU ont signé ces engagements, mais à défaut pour les pays de prendre des mesures, nous allons passer à côté de ces objectifs. Ceux-ci sont compatibles avec de nombreuses idées syndicales, comme la Transition juste. Nous devons tous faire pression sur nos gouvernements nationaux pour qu'ils prennent des mesures pour rencontrer ces objectifs.

La Green New Deal

Le *Green New Deal* s'inspire du modèle du New Deal qui a tiré les États-Unis de la Grande Dépression grâce à des investissements publics massifs. Cette politique a été copiée dans d'autres pays et on bénéficie toujours aujourd'hui de barrages et projets hydroélectriques, de routes



et d'infrastructures mis en place durant cette période.

Le *Green New Deal* vise à consacrer des milliers de milliards de dollars à la prise en compte du changement climatique, à la création de centaines de milliers d'emplois dans les énergies renouvelables, dans les transports publics, dans le nettoyage environnemental, dans la réintroduction de faunes et flores sauvages, etc.

Nous devons nous unir, dans la solidarité, pour la défense des droits des travailleurs. Nous devons avoir un débat ouvert et respectueux sur le futur.

Cela paraît politiquement impossible, mais cela a déjà été fait par le passé : avec le New Deal des années 30 et le Plan Marshall qui a servi à reconstruire l'Europe après la seconde guerre mondiale et permit l'âge d'or de la social-démocratie. Et bien plus récemment, dans le cadre de la crise financière. C'est une question de volonté politique : si nous pouvons sauver les banques, nous pouvons sauver la planète.

Lors de son congrès en septembre 2019, le parti travailliste britannique a adopté une politique de *Green New Deal*, avec le soutien de sept syndicats

dont l'affilié d'IndustriALL, Unite. Cette politique appelle à zéro émission de carbone pour 2030, à des investissements massifs dans les énergies renouvelables, à une Transition juste vers des emplois verts et syndiqués, à la propriété publique des ressources naturelles et à une amélioration des transports publics.

Appliquer les solutions syndicales à l'échelle mondiale

Ces idées fonctionnent et les syndicats peuvent faire valoir des antécédents d'application au niveau local. En **Allemagne**, IG Metall a argumenté avec succès début 2018, lors de négociations collectives, en faveur des travailleurs pour qu'ils bénéficient des gains de productivité issus des nouvelles technologies et obtenu une convention collective qui leur donne le droit de réduire leur temps de travail à 28 heures par semaine pendant une durée pouvant aller jusqu'à deux ans.

En **Espagne**, les syndicats qui représentent les mineurs ont obtenu en 2018 un accord qui marque un jalon en matière de Transition juste, avec des investissements à grande échelle au sein des communautés minières, comprenant des remises à niveau professionnelles, la mise en place de nouvelles industries et plus encore.

Il nous faut davantage de victoires de cette sorte et en proportion des besoins.

Nous devons défendre la démocratie, dans nos syndicats et dans la société et créer un nouveau contrat social mondial. Il faut un multilatéralisme mondial, tel que celui qui est promu par les Objectifs de développement durable. Nous devons avoir des approches

dirigées par les États, comme le *Green New Deal*, avec un élan vers la propriété publique et des investissements dans les secteurs durables. Mais tout le changement ne peut pas venir d'en haut : il faut également des initiatives venues de la base, comme des négociations collectives de la part des syndicats pour prendre ces préoccupations en compte.

Les besoins des travailleurs et travailleuses diffèrent selon les lieux et les époques, tout comme l'équilibre des pouvoirs entre l'État, le milieu des affaires et les autres acteurs peut changer. Les syndicats ont besoin de la liberté de répondre aux conditions locales. La solution ne réside pas dans une vision unique, mais dans un processus inclusif par lequel une vision émerge par la pratique.

Nous devons nous unir, dans la solidarité, pour la défense des droits des travailleurs. Nous devons avoir un débat ouvert et respectueux sur le futur. Avec l'espoir chevillé au corps ainsi que la solidarité et le respect mutuel comme guides, les syndicats d'aujourd'hui peuvent se frayer un chemin dans la période intéressante que nous vivons et ouvrir les portes à une participation de masse à l'élaboration d'un monde meilleur :

Un avenir qui fonctionne pour tous.

- 1 Harry McFarland à Harland & Wolff, Belfast. *Bobbie Hanvey*
- 2, 3, 5 Une démonstration à Detroit, USA, pour un Green New Deal, juillet 2019. *Becker1999, Flickr.com*
- 4 "Le temps c'est la vie" Membres IG Metall manifestent pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. *Bodo Marks / IG Metall*

